



Extrait du L'École Émancipée

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2603>

Macron veut « aller jusqu'au bout », arrêtons-le !

- Actualités -



Emmanuel Macron n'est pas à la fête pour son premier anniversaire à l'Élysée. La faiblesse de sa base électorale et le renouveau des luttes sociales fragilisent celui qui est rapidement devenu, pour beaucoup, « le président des riches ».

Fidèle aux « stratégies du choc » éprouvées avant lui par d'autres dirigeants, il attaque tous azimuts : ordonnances travail, hausse de la CSG, réforme du bac et du lycée, sélection à l'entrée des universités, réforme de la SNCF... La tactique est bien connue : une réforme en chasse une autre, empêchant ainsi toute discussion et contestation. Bien que la méthode soit éculée, elle marque une accélération en une marche forcée qui balaye au passage tous les espaces et les temps de négociation ou de discussions démocratiques, que ce soit avec les syndicats ou à l'Assemblée.

Aussi, il apparaît urgent aux mouvements sociaux de s'adapter : comment continuer à jouer les cartes catégorielles, les querelles de boutique quand ce sont les fondements même du jeu démocratique qui sont remis en cause ? L'urgence veut que nous fassions feu de tout bois et fissions des clivages. Ainsi, pour que les luttes en cours s'agrègent en un mouvement d'ensemble qui conteste au pouvoir actuel son hégémonie, il est important que puissent converger les positionnements associatifs, syndicaux, politiques. Ce sont tous les tenants d'une opposition de lutte à la politique de casse sociale qui doivent s'unir.

La victoire des occupant-es à Notre Dame des Landes est en ce sens une leçon : c'est bien l'unité la plus large qui a permis l'abandon du projet d'aéroport. Et c'est en raison de la fragilité de cet arc unitaire, après cette annonce, que le gouvernement s'est senti libre de matraquer dans la ZAD. La répression est d'ailleurs un marqueur fort de la fin de cette première année de mandat. Des universités aux migrant-es en passant par les quartiers populaires, ce sont toutes celles et ceux d'en bas qui subissent les violences policières. Cet état policier qui s'étend est aussi celui qui allonge la détention lors des demandes d'asile et qui engeôle des enfants en durcissant la loi sur l'accueil des réfugié-es. Macron a beau se poser en rempart contre l'extrême droite, il drague son électorat et laisse se former un peu partout des petites milices qui se donnent toute licence pour s'attaquer à celles et ceux qui luttent pour leurs droits. Sans condamnation franche de l'État et au moment où la proximité de ces nervis avec une frange non-négligeable de la police est démontrée, il est important que toutes les parties prenantes du mouvement social n'oublient pas ces questions, dans leur activité mais aussi dans la protection de leurs propres forces.

Prenons nos désirs pour la réalité : engageons-nous avec détermination dans l'action, y compris là où les conflits sont déjà ouverts par d'autres et sur des terrains qui, pour éloignés qu'ils puissent paraître de nos préoccupations catégorielles, ne sont pas sans lien avec elles, et n'en sont pas moins le creuset de revendications unifiantes susceptibles de grossir nos rangs et faire pencher le rapport de force en notre faveur

CLÉMENT LEFÈVRE